



Compte-rendu du CCAS du 14 mars 2017

Présents : Christian MATHIS, Patrick TILLIOLE, Michel LELIEVRE, Romain ARCANGELI, Laurent LANOE, Bernadette COIGNAT, Jocelyne PELE, Josiane PASQUALOTTO, André ROBERT, Christian MONTIGAUD.

Déclarations liminaires de la délégation CGT-FSU, de FO et de la CFDT et Solidaires.

Le nouveau DRH, M Jacques CLEMENT répond aux déclarations.

Action sociale : C'est un élément déterminant pour un bon fonctionnement de la communauté de travail, qui doit rester une priorité pour continuer dans les meilleures conditions possibles.

Restauration collective: Le traitement des agents est hétérogène sur la question du reste à charge, ce qui génère des incompréhensions. La convergence des prix entre ministères peut aider à harmoniser la situation. Une harmonisation des restes à charge par restaurant des différents ministères présent, serait une bonne solution pour le DRH.

Devenir de l'action sociale dans le cadre de la réforme territoriale: Accord pour mettre en place un groupe de travail (constats, évolutions possibles, difficultés à identifier).

Budgets action sociale: La pression sur ces budgets oblige à faire des choix avec pour objectif de ne pas les faire baisser plus que la masse salariale et les effectifs.

Problèmes locaux (CLAS): Un point sera réalisé afin de trouver des solutions.

Devenir de la médecine de prévention: C'est un enjeu majeur compte tenu de la raréfaction des médecins de prévention.

Référencement des mutuelles: Ce sujet devient d'actualité au MEEM, c'est une bonne chose car la labellisation des mutuelles se fait sur la base d'un cahier des charges, avec une exigence tarifaire, de solidarité et la garantie d'un niveau de couverture. Les Organisations syndicales seront associées aux travaux à venir.

CGT-FSU: Les agents chargés de la sécurité routière font l'objet d'un décroisement vers le ministère de l'intérieur. Nous demandons à ce qu'ils soient informés des conséquences en terme d'action sociale (état des lieux et comparatif entre ministères)

DRH : Accord pour qu'une information claire soit donnée sur le décroisement.

CFDT: Regrette l'absence de réponse aux questions relatives aux problèmes rencontrés par certains présidents de CLAS pour mener à bien leurs mandats. Elle souhaite une note de cadrage de la part du ministère

UNSA: Demande une information transparente à l'attention des agents sur les différences d'accès aux prestations sociales lors d'un changement d'affectation. Elle souhaite savoir ce qu'est devenu l'argent mobilisé par le ministère depuis la fin du premier référencement (800 000€ /an), il y a 3 ans.

DRH : Rappelle que la note de cadrage existe et que ses services répondent déjà aux sollicitations. A moyen terme, une enquête auprès des présidents de CLAS sera réalisée. Sur le référencement, la contribution financière est contrainte pour le secteur public, afin de ne pas être assimilée à une subvention. Compte tenu du montant envisageable (1 à 2 millions d'€ par an) il n'y aura pas d'effet levier sur le prix payé par les agents.

FO: Regrette qu'il n'y ait pas d'échéancier clair et rappelle qu'en 2008, le ministère finançait la MGET à hauteur de 15 millions d'€.

DRH : Rappelle qu'un calendrier prend du temps à être défini et que le cadre réglementaire du référencement ne permet pas un financement comme précédemment.

1) Approbation du PV de la séance plénière du CCAS du 6 décembre 2016

CFDT, FO, CGT-FSU : Quelques corrections
PV approuvé sous réserve de prise en compte des modifications.

2) Point d'information budgétaire : Bilan gestion 2016 et budget 2017

F.O :(pdt commission 3: Présentation des ratios par type de prestations:

- Restauration collective: 43%
- Subvention aux associations: 30%
- Arbre de Noël: 12%
- CIL: 5,5%

L'évolution précise de ces postes depuis les dernières années sera communiquée à la prochaine CCAS.

Budget 2017: 85% des crédits demandés ont été affectés, 6% sont mis en réserve.

FO : **Peut-on** analyser la situation des crédits non consommés afin d'optimiser leur utilisation? 60 000 euros de crédits non consommés en 2016 contre 15 000 en 2013.

CGT-FSU: Il y a des problèmes de paiement direct au trésor public sur les aides matérielles. Le montant de ces aides ne se retrouve pas complètement dans les tableaux de suivi, ce qui fausserait les chiffres.

F.O: Il reste des mauvaises imputations de crédits

Solidaires: Constate une baisse de 200 000€ sur les CIL

CGT-FSU: Se pose le problème des intérêts moratoires quand ils sont la conséquence d'un problème comptable. Par ailleurs, que devient la convention avec le M.E.F.

Ministère: Sur les intérêts moratoires liés à l'administration ou à l'agence comptable, un rappel de la règle sera effectué auprès des services.

CFDT: Souhaite une information rapide sur la situation à Mayotte et dans le Gard.

3) Présentation des bilans d'activité 2016 des commissions spécialisées du CCAS et des associations

Prêts: 2016 a vu leur nombre augmenter de 43% par rapport à 2015 (327 dossiers contre 254) 2017 semble être sur la même dynamique (40% de hausse sur les deux premiers mois). Ces résultats sont liés à l'augmentation du plafond des prêts accordés, du relèvement du montant du prêt de l'ordre de 500 euros et à une meilleure information des agents.

Une convention avec l'AFB est en cours de signature.

CGT-FSU: Quelle est la gouvernance de l'action sociale à l'AFB? Qui négocie avec qui?, Quelle implication de la DRH?

Ministère: Rappelle que le dialogue social est une prérogative des établissements publics et qu'on ne peut leur imposer leur politique d'action sociale.

FNASCE: Le nombre de demandes de séjour en unité d'accueil est en hausse, tout comme les séjours à titre gratuit.

Il est souhaité plus de reconnaissance pour les responsables locaux ASCEE.

CGCV: Une convention vient d'être signée avec l'AFB.

4400 mineurs ont été accueillis en 2016, 9 SRIAS sont conventionnés.

Solidaires: S'inquiète de l'augmentation des actions d'aide aux agents et se demande si c'est lié à une dégradation de la situation des agents.

CGT-FSU: Nous sommes sidérés par la non-réponse des SG sur les budgets et les travaux laissés à charge des associations.

Commission 5:

B.KOUBI (pdt UNSA de la commission 5): Conditions de vie des agents

Remercie le service social pour son travail sur la synthèse des aides matérielles (comparatif)
Un questionnaire relatif aux aides familiales est à l'étude.
Le plafond de la prestation unique de soutien à la scolarité va évoluer prochainement.

Commission 4:

S.BOISBOURDIN (pdt CFDT commission actions collectives)

Une enquête sur les arbres de Noël est en cours de réalisation afin d'éviter des disparités entre service,
réalisation de fiches thématiques crédits CIL et présentation des associations.

Commission 3:

P.WEST (pdt FO commission suivi des budgets)

4 réunions se sont tenues en 2016. La gestion des crédits est transparente. Le président demande un travail plus étroit avec les autres commissions.

Commission 2:

J.PELE (pdt CGT commission Restauration et logement)

Un nouveau support d'information sur le logement a été réalisé.
Le projet de questionnaire prêt-habitat n'est pas encore finalisé.
En Île-de-France les conditions imposées par les conventions ne sont pas toujours respectées.
Se pose la question du rôle du ministère dans leur suivi?

Commission 1:

C.MATHIS (pdt CGT commission Animation)

la formation des nouveaux présidents de CLAS,
la formation des présidents de CRCAS,
la mise en place d'un réseau de formateurs interne au CCAS, 4 nouveaux formateurs sont déjà opérationnels,
la gazette action sociale,
la remise à jour et la sortie du recueil des prestations sociale,
groupe de travail sur la réunion nationale des présidents(es) de CLAS

4) Point d'information sur la rencontre nationale des présidents de CLAS en 2017

Elle se tiendra du 14 au 16 novembre à la Défense (séquoia et Arche sud).

L'enquête auprès des présidents de CLAS est prolongée de 15 jours. A ce jour, 66% des présidents ont répondu.

FO: Demande comment les frais seront pris en charge, intégrés sous CHORUS, et payés dans des délais raisonnables?

UNSA: Rappelle que les règles de prise en charge et de remboursement peuvent changer d'un service à une autre et demande que le ministère prenne en charge les réservations liées à cette rencontre.

C.MATHIS: précise que la commission animation avance sur ce sujet et invite les organisations syndicales à être plus assidues lors des réunions de cette commission.

Une formation des présidents de CLAS sera organisée du 3 au 5 mai au CVRH de Rouen ainsi qu'une formation des présidents de CRCAS dans le même CVRH du 22 au 24 mai.